



ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DU TARN

Association loi 1901
Siège social : 32, rue des Carmélites
81000 ALBI

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DU TARN

Association loi 1901
Siège social : 32, rue des Carmélites
81000 ALBI

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006

RAPPORT GENERAL

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Bureau. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS :

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'existence d'une incertitude faisant peser un doute sur la continuité de l'exploitation décrite dans la note I de l'annexe (« Principes, règles et méthodes comptables »).

II - JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS :

En application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, pour émettre l'opinion ci-dessus sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et qui ont porté notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas d'autres commentaires que ceux exprimés pour émettre l'opinion ci-dessus.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES :

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Boulogne, le 19 avril 2007

AUDIT FRANCE

Commissaire aux comptes

Représenté par Hervé WILLI

Commissaire aux comptes



ACTIF	31.12.2006			31.12.2005	PASSIF	31.12.2006	31.12.2005
	Brut	Amort/Prov	Net	Net			
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES & ASSIMILES		
Logiciels informatiques	6 128	5 604	524		Fonds associatif	-2 814	-13 880
Terrains	15 245		15 245	15 245	Résultat de l'exercice	-2 429	11 066
Constructions et agencements	152 232	131 134	21 098	26 060	Ecart réévaluation	70 029	70 029
Matériel outillage	4 732	4 732			Subventions d'équipement nettes		
Autres immobilisations corporelles	56 313	33 803	22 510	15 745	TOTAL FONDS PROPRES	64 786	67 215
Immobilisations en cours					PROVISIONS RISQUES & CHARGES		
Prêts Francas					Provisions pour risques		
Autres prêts et titres immobilisés	1 136	1 136			Provisions pour charges	32 928	30 741
Dépôts et cautionnements	824		824	824			
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	236 610	176 409	60 201	57 874	TOTAL PROVISIONS	32 928	30 741
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	839		839	1 004	Emprunts Francas	15 138	15 138
Avances et acomptes versés					Emprunts et dettes auprès d'étab. de crédit		
Usagers				1 450	Emprunts et dettes financières divers	98	
Subventions à recevoir	3 606		3 606	1 791	Avances et acomptes reçus		
Comptes courants Francas	3 190		3 190	9 935	Fournisseurs	2 299	7 576
Autres créances	6 628		6 628	2 405	Dettes fiscales et sociales	36 161	33 678
Valeurs mobilières de placement				76 242	Comptes courants Francas	2 309	7 962
Disponibilités	85 072		85 072	10 779	Autres dettes	609	309
Charges constatées d'avance	3 292		3 292	1 139	Produits constatés d'avance	8 500	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	102 627		102 627	104 745	TOTAL DETTES	65 114	64 663
TOTAL GENERAL	339 237	176 409	162 828	162 619	TOTAL GENERAL	162 828	162 619

COMPTE DE RESULTAT	2006	2005
<i>PRODUITS D'EXPLOITATION</i>		
Ventes de marchandises	422	876
Prestations de service	126 215	157 923
Subventions d'exploitation	164 935	150 550
Produits divers	21 598	24 425
Reprise sur provisions	4 767	28 138
Report des ressources non utilisées des ex. antérieurs		
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	317 937	361 912
<i>CHARGES D'EXPLOITATION</i>		
Achats de marchandises	226	294
Variation de stock	166	150
Achat de prestations	43 833	63 110
Autres achats et charges externes	72 530	78 055
Impôts et taxes	6 188	5 933
Salaires	113 037	107 983
Charges sociales	41 013	40 004
Autres charges de gestion courante	32 944	29 387
Dotations aux amortissements	10 812	9 378
Dotations aux provisions	3 397	19 105
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	324 146	353 399
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	-6 209	8 513
<i>PRODUITS FINANCIERS</i>		
Intérêts		25
Produits nets sur cession de VMP	1 793	390
Reprises sur provisions		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	1 793	415
<i>CHARGES FINANCIERES</i>		
Intérêts	98	
Charges nettes sur cession de VMP		
Dotations aux provisions		
TOTAL CHARGES FINANCIERES	98	
RESULTAT FINANCIER (II)	1 695	415
RESULTAT COURANT (I + II)	-4 514	8 928
<i>PRODUITS EXCEPTIONNELS</i>		
sur opérations de gestion	3 057	3 303
sur opérations en capital	200	1 626
Reprise sur provisions		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 257	4 929
<i>CHARGES EXCEPTIONNELLES</i>		
sur opérations de gestion	832	2 791
sur opération en capital	340	
Dotations aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 172	2 791
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)	2 085	2 138
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	-2 429	11 066

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2006, dont le total est de **162 828 €** et au compte de résultat de l'exercice qui dégage un déficit de **2 429 €uros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les notes suivantes font parties intégrantes des comptes annuels.

Objet social de l'association :

La Fédération Départementale des Francas du Tarn demeurant 32 rue des Carmélites 81000 ALBI, associe les personnes physiques et les personnes morales qui favorisent ou participent à l'action éducative et culturelle en faveur des enfants (tel que définis par la Convention Internationale des droits de l'Enfant).

I - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et compte de résultat de l'association sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables généralement admises en France, notamment celles du plan comptable associatif adopté par le Comité de la réglementation comptable le 16 février 1999 et homologué par l'arrêté du 8 avril 1999.

• Conventions de principe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation (a),
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité, est la méthode des coûts historiques.

(a) : le principe de continuité de l'exploitation a été maintenue malgré un fonds associatif qui demeure négatif du fait des mesures de redressement mises en place depuis 5 années et qui continuent à produire leurs effets

• Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

• Amortissement des immobilisations

Conformément à la mesure de simplification en faveur des PME (avis 2005-D du 1^{er} juin 2005, du comité d'urgence du CNC), l'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Cependant, cette dernière est assimilable aux durées d'usage retenues. Concernant les immobilisations comportant des éléments assimilables à des « composants » distincts, pouvant faire l'objet de remplacements à intervalles réguliers et d'amortissements selon des durées différentes, leur valeur nette est non significative au 31 décembre 2006.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire suivant les taux indiqués ci-après (cf. II c).

- **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsqu'un risque de non recouvrement existe à la date d'arrêté des comptes.

- **Subventions affectées à des projets définis**

Pour les subventions sur projets concernant plusieurs exercices consécutifs, si la subvention est supérieure aux charges engagées au cours de l'exercice, l'engagement d'emploi est constaté en comptabilité dans la rubrique « *fonds dédiés* » au passif du bilan (projet à réaliser en N+1 dont le financement a été notifié lors des exercices précédents).

- **Changements de méthodes**

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de cet exercice.

II - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

VALEURS BRUTES	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques	5 458	670		6 128
Terrains	15 245			15 245
Bâtiment	109 344			109 344
Aménagement des constructions	42 888			42 888
Matériel éducatif	1 009			1 009
Matériel hébergement	3 723			3 723
Matériel de transport	17 542			17 542
Matériel de bureau et informatique	33 290	12 811	7 675	38 426
Mobilier	345			345
TOTAL GENERAL	228 844	13 481	7 675	234 650

b) Acquisitions et désinvestissements :

Achat de 3 ordinateurs 4 222 €

Achat d'un photocopieur 7 714 €

Achat d'un vidéo projecteur 875 €

Mise au rebut de 2 ordinateurs, d'un fax et d'une imprimante.

c) Tableau de variations des amortissements

AMORTISSEMENTS	Taux (années)	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	3	5 459	145		5 604
Bâtiment	15 à 50	94 991	3 476		98 467
Amgts des constructions	8 à 15	31 181	1 486		32 667
Matériel éducatif	10	1 009			1 009
Matériel hébergement	10	3 723			3 723
Matériel de transport	5	3 405	2 502		5 907
Matériel de bureau	4 à 10	31 683	3 203	7 335	27 551
Mobilier	5 à 10	345			345
TOTAL GENERAL		171 796	10 812	7 335	175 273

2. Immobilisations financières

NATURE	Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Prêts Francas			
Autres prêts CIL	1 136 (a)		1 136 (a)
Titres			
Dépôts et cautionnements	824		824
TOTAL	1 960		1 960

- d'1 an : c'est le remboursement du capital du prêt qui aura lieu dans l'année.

* (a) : dépréciés à 100 %

3. Stocks :

Stocks fichiers pédagogiques Francas : 839 €

4. Avances et acomptes versés

Pas d'avance et acompte versés au 31-12-2006

5. Usagers

NATURE	Brut	Provisions	Net
Usagers			
Usagers douteux			
Usagers non encore facturés			
TOTAL	0	0	0

6. Subventions à recevoir

Fonjep et Subvention ERAM : 3 606 €

7. Comptes courants Francas

N° structure	Nom	Montant
4501731	Franca Haute Garonne	520
4518112	Franca de Réalmont	600
4518138	Franca de Lescure	629
4518140	Franca de Carmaux	1 371
4518162	Récrébrens	70
TOTAL		3 190

8. Autres créances

- Uniformation à recevoir **2 182 €**
- Caf et familles à recevoir pour le centre de vacances de Fontbonne 2006 : **4 446 €**.

10. Disponibilités

Comptes	Montant
BPTA - CAISSE	85 072
TOTAL	85 072

11. Charges constatées d'avances

Nature	Montant
Snogaec 2007, location Satas et Maif	3 292
TOTAL	3 292

III - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Ils sont composés du fonds associatif qui est le cumul des résultats depuis la création de l'association et du résultat de l'année.

L'écart de réévaluation correspond à la réévaluation ayant eu lieu en 1989 des locaux de l'association sis 32 rue des Carmélites à Albi (81000)

2. Pas de subventions d'investissement au 31-12-2006.

3. Provisions pour risques et charges

	Début	Dotations	Reprises	Fin
Provisions pour charges IDR (a)	29 531	1 947		31 478
Provisions fonds coopération	1 210	1 450	1 210	1 450
TOTAL	30 741	3 397	1 210	32 928

(a) : I.D.R. Indemnités Départ à la Retraite brutes pour tous les salariés en C.D.I mais sans prise en compte d'une probabilité de départ ou de décès avant le départ en retraite, sans actualisation ni charges sociales.

4. Emprunts et dettes assimilées

NATURE	Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Emprunts Francas	15 138		15 138
TOTAL	15 138		15 138

5. Avances et acomptes reçus

Pas d'avance et acompte reçus au 31-12-2006

6. Fournisseurs

Comptes	Montant
Fournisseurs	2 299
Fournisseurs factures non parvenues	
TOTAL	2 299

7. Dettes fiscales et sociales (total 36 161 €) dont principalement :

- *Dettes Congés payés : 18 403 €*
- *Urssaf : 10 135 €*
- *CPM prévoyance : 350 €*
- *CPM retraite 2 872 €*
- *Assedic : 1 564 €*
- *Uni formation : 1 200 €*
- *Médecine du travail : 136 €*
- *Taxes s/salaires : 1 501 €*

8. Comptes courants Francas

N° structure	Nom	Montant
450000	Fédération Nationale Paris	1 903
4501700	Francas Midi Pyrénées	24
4501701	Groupement employeurs	348
4518115	Clé des champs Florentin	34
	TOTAL	2 309

9. Autres dettes

Charges à payer au 31 décembre 2006 : 609 €

10. Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance au 31/12/2006 : 8 500 € (Subvention JS Accueil Enfant Handicapé 2007)

IV - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Données concernant l'activité de l'exercice

Nombre de Journées Enfant	Exercice clos	Exercice précédent
Centre de vacances géré par l'AD (Colonie Eté)	1 863	2 370
SOUS TOTAL	1 863	2 370
Réalisé par les organisations affiliées	263 677	246 746
TOTAL	265 540	249 116
Recettes Colonie Eté (Euros)	80 226 €	99 998 €

2. Subventions d'exploitation

	Exercice clos	Exercice précédent
Subventions ministères J.S.	1 998	1 500
Subventions conseil Général du Tarn	140 000	140 000
Autres subventions Fonjep	10 034	7 260
Subvention CAF		791
Subvention Conseil Régional	11 833	1 000
Subvention emploi jeune	1 070	
TOTAL	164 935	150 551

3. Produits et charges exceptionnels

a) Produits exceptionnels

Divers Produits et dons : 2 640 €

Produits cession actif immobilisé : 200 €

b) Charges exceptionnelles

Diverses charges exceptionnelles : 832 €

VNC éléments d'actif cédé : 340 €

V - AUTRES INFORMATIONS

1. Effectif salarié (hors "annexe II")	Effectif à la clôture (1)		Equivalent temps plein (2)	
	Exercice clos	Exercice précédent	Exercice clos	Exercice précédent
Cadres				
Employés	3	3	3	3
Emplois aidés (CEC, E-Jeunes,...)	1	1	1	1
TOTAL	4	4	4	4

(1) Quelque soit la durée de travail

(2) Hypothèse : 1 temps plein à 35 H/semaine travaille 1 820 H/an

2. Effectif "annexe II"	Nombre de personnes sur l'exercice	
	Exercice clos	Exercice précédent
Annexe II	28	23

3. Crédit bail (*Photocopieurs*)

	Matériel d'activités	Autres immo.	Totaux
Coût d'entrée (1)			
Dotations aux amortissements:			
de l'exercice (2)			
cumulées (2)			
Valeur nette			
Redevances payées:	NEANT	NEANT	
de l'exercice			
cumulées			
Redevances restant à payer:			
- d'1 an			
+ d'1 an			
Total restant à payer			
Prix d'achat résiduel (3)			

(1) Valeur de ces biens au moment de la signature du contrat

(2) Dotation de l'exercice et dotations cumulées qui auraient été enregistrées pour ces biens s'ils avaient été acquis.

(3) Selon contrat

4. Mise à disposition et bénévolat

a) Mise à disposition de personnels ou de moyens techniques

- 1 équivalent temps plein.

b) Bénévolat

- Environ 60 journées d'encadrement animateur.

5. Engagements hors bilan

- Pas d'engagement au 31-12-2006